

AFP. 29 Septembre 2017.



vendredi 29 septembre 2017 18:01
487 mots

ATTENTAT-GOUVERNEMENT-UE-VILLES

Face au terrorisme, 61 villes d'Europe et Méditerranée s'engagent à Nice

Nice, 29 sept 2017 (AFP) -La "Déclaration de Nice" signée vendredi par 61 villes d'Europe et de la Méditerranée pour répondre aux défis du terrorisme jihadiste débouchera dès 2017 sur une rallonge de l'Union européenne au fonds pour la sécurité intérieure, a annoncé le commissaire européen Julian King.

"L'Union européenne renforcera le fonds pour la sécurité intérieure en lui allouant 100 millions d'euros pour cette année 2017, dont au moins 10 millions pour des projets sur la sécurisation des espaces publics", a déclaré le commissaire Julian King. Une consultation publique des autorités locales et régionales sera également lancée pour rassembler les idées innovantes.

Mercredi, notamment à la demande la France, la Commission européenne a proposé la possibilité de rétablir jusqu'à trois ans les contrôles aux frontières nationales dans l'espace de libre-circulation de Schengen, que les Etats pourront justifier pour des raisons migratoires ou de sécurité.

Le ministre de l'Intérieur Gérard Collomb, présent lors de la signature de ces engagements, a précisé que si cette proposition allait au bout, la France s'en saisirait "pour des questions de sécurité" pour prolonger la fermeture des frontières en vigueur depuis novembre 2015 et les attentats de Paris et Saint-Denis.

"L'Union européenne ne peut pas se contenter d'être un espace de laisser-faire et de laisser-passer", a soutenu le maire de Nice Christian Estrosi, président du réseau des villes Euromed, initiateur de la rencontre après l'attentat de Barcelone cet été: "Nous ne pouvons pas rester passifs, attendre et prier, courber le dos (...). Nous sommes en guerre, une guerre que nous n'avons pas voulue".

Des centaines d'autres villes ont donné leur accord de principe pour signer la "Déclaration de Nice", a-t-il dit. Le texte engage notamment à "poursuivre la mobilisation contre la radicalisation", "échanger les informations indispensables dans cette lutte contre le terrorisme" ou encore à réfléchir sur "les statuts et les prérogatives des polices locales".

M. Estrosi a souligné le lourd préjudice économique subi par les villes touristiques après ces attentats, comme à Nice sur la Promenade des Anglais en 2016 mais aussi en Egypte ou en Tunisie. Il a plaidé pour "un nouveau fonds (européen) de soutien à l'équipement urbain contre le terrorisme".

Il a ensuite invité MM. King et Collomb à une démonstration d'un nouvel outil de pilotage des équipes de police municipale sur tablette tactile géante, au centre de supervision urbaine de Nice, et appelé de ses vœux une évolution de la législation pour autoriser la reconnaissance faciale.